

EMILY HOYOS TROIS MOIS POUR SURVIVRE

Elle décidera à l'automne si elle se présente ou pas à sa propre succession à la tête d'Ecolo. D'ici là, elle va devoir mener une intense campagne interne dans un parti au

bord de la guerre civile, et se trouver un Bruxellois avec qui convoler. Une équation presque insoluble pour Emily Hoyos.

PAR NICOLAS DE DECKER

Les grandes destinées politiques se forgent dans l'adversité. Celle que devra vaincre Emily Hoyos pour poursuivre sa carrière en fera soit une géante, soit une petite retraitée. Elle le sait : la buée sur ses yeux a trahi la fermeté compassée de sa voix lorsque, lundi, elle annonçait à la presse devoir encore réfléchir à une éventuelle candidature. Elle est trop intelligente et trop méticuleuse pour n'avoir pas encore compris qu'elle

se prépare à franchir un précipice sur un fil ténu, et sans aucun filet : si Olivier Deleuze a si rapidement annoncé son retrait, c'est parce qu'il pouvait se retirer à Boitsfort. Emily Hoyos, elle, ne pourra se retirer nulle part. Elle ne sera ni ministre, ni députée, ni bourgmestre, ni rien, sauf présidente du Conseil communal de Profondeville, son unique autre mandat. « *Si Emily avait une porte de sortie, comme Deleuze à Boitsfort, elle serait partie aussi. C'est aussi simple que cela. Parce que la situation est intenable* », glisse un connaisseur.

C'est que présidente du Conseil communal de Profondeville, ça ne pèse pas lourd, surtout quand on a été programmée pour voler haut. Alain Raviart le rappelle un peu plus haut dans ce numéro : au moment de son élection, elle était l'avenir à

long terme du parti, n'en déplaise aux militants, et Olivier Deleuze en était la caution historique, leur en plaise. Or beaucoup prirent cet attelage comme tiré par un cheval de Troie, ce qu'il était largement. Et la défaite aidant, il y a aujourd'hui chez Ecolo plus qu'un « archipel » – le terme est celui du rapport remis par le quatuor « Trans-Actions ». Il y a deux citadelles qui se défient. Méchamment.

CLAN CONTRE CLAN

La déroute du 25 mai a libéré les inimitiés. Dans un camp, dont le centre de gravité est bruxellois, avec les Philippe Lamberts, les Zakia Khattabi et les Zoé Genot, l'Ecolo protestataire, très campé à gauche, reproche au parti de s'être abîmé dans une creuse technocratie et dans une coûteuse participative. Ceux-là se sentent dépossédés de leur mouvement. Ils ne veulent en aucun cas composer avec ceux qu'ils appellent « le clan ». Leur championne ne s'est pas encore déclarée, mais chacun sait qu'il s'agit de Zoé Genot, désormais députée régionale. Deuxième sur la liste, elle a fait mille voix de plus que Christos Doukeridis, pourtant ministre depuis cinq ans, qui la précédait.

Dans l'autre camp, justement,

où sont majoritaires les Wallons, les Cheron, les Hoyos, les Nollet, et les Javaux, l'Ecolo qui veut se rendre respectable, donc gouverner. Celui-ci avait triomphé aux élections de 2009, avait placé les siens dans les ministères et aux postes-clés, et tient l'appareil du parti. Ils ne veulent composer avec ceux qu'ils appellent aussi « le clan » que dans un cas : celui qui leur permettrait de conserver leur mainmise. Dans la presse cette semaine, Jean-Michel Javaux a déclaré envisager de revenir aux manettes si « un clan » (nous y voilà) « *voulait exclure certains courants* ». Il ne parlait évidemment pas du sien. Sa championne reste Emily Hoyos, pas encore déclarée elle non plus, donc.

L'affaire serait simple si elle se résumait à ce duel, et si chacune des antagonistes disposait d'un filet de sécurité – on y revient. Mais Ecolo n'aime ni les affaires simples, ni les duels.

TROIS OBSTACLES

Voilà toute l'adversité à laquelle Emily Hoyos est confrontée. Elle est triple.

Primo, Emily Hoyos doit affronter la frange en tempête de son parti, dont le pouvoir de nuisance est incontestable dès lors qu'elle séduit une base oscillant toujours plus entre révolte et

désabusement. La victoire au poll européen de Philippe Lamberts sur Isabelle Durant montrait déjà combien cette base n'était pas sous le contrôle du clan censé contrôler. Le 25 mai n'aura pas aidé à renforcer cette lâche emprise. Un signe de plus de cette labilité ? Le comité de pilotage accompagnant tout le processus électoral devait, selon le quatuor du rapport « Trans-Actions », compter six personnes. Emily Hoyos en veut douze. On verra, le 16 juillet, de quel côté penchera le Conseil de Fédération.

Secundo, Emily Hoyos doit gérer les affaires sociales d'une entreprise en difficulté. Le parti doit se séparer de la moitié de ses collaborateurs. Les coprésidents vont installer des commissions chargées de conserver ou de licencier les uns et les autres. En plus d'être courageux car humainement difficile, c'est politiquement téméraire avant un scrutin interne, car les futurs éconduits resteront

militants avec droit de vote.

En 2003, Jean-Michel Javaux avait été désigné avant de devoir sabrer dans l'organigramme. Il avait, en ce sens, profité de la démission des trois secrétaires fédéraux de l'époque au soir même de la défaite.

Tertio, Emily Hoyos doit se trouver un pendant bruxellois qui lui soit à la fois compatible et complémentaire. Christos Doulkeridis et Arnaud Pinxteren sont compatibles, mais pas complémentaires : à tort ou à raison, ils sont considérés comme émargeant au même clan que la coprésidente, et n'attireraient pas d'autres voix que celles de l'appareil. Philippe Lamberts est complémentaire, mais pas compatible : un ticket Hoyos-Lamberts pourrait fédérer, mais il a tiré le premier contre la coprésidence, et ne croit pas encore son heure venue. Reste le député fédéral Benoît Hellings, à la fois complémentaire et compatible. Il est au centre du jeu, et donc des attentions, des deux écuries. Il attend son heure, mais n'est pas encore très populaire, et risquerait de se brouiller avec l'une en choisissant l'autre, et *vice versa*. Soyons justes, le problème est le même pour Zoé Genot,

**« SI EMILY AVAIT UNE
PORTE DE SORTIE, ELLE
SERAIT DÉJÀ PARTIE »**